



<b>Note technique</b>	<b>3</b>
<b>Synthèse des enseignements</b>	<b>4</b>
<b>Infographie</b>	<b>7</b>
<b>Questions transversales</b>	<b>8</b>
<b>Le rôle des entreprises en termes d'intérêt général</b>	<b>14</b>
<b>Questions d'actualités</b>	<b>21</b>
<b>L'organisation de la solidarité en France</b>	<b>24</b>

Étude réalisée par l'institut Viavoice pour Klésia.

Interviews effectuées en ligne du 11 au 16 décembre 2019

Échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus.

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

▲ ▼ Les flèches indiquent des baisses ou des hausses significatives par rapport aux résultats du précédent Observatoire de l'intérêt général (mai 2018)

*Cette édition 2020 réalisée pendant le mouvement social met en perspective les craintes concernant l'adéquation entre intérêts particuliers et intérêt général.*

*Si le souci de l'intérêt général demeure, l'Observatoire 2020 montre des Français inquiets pour le système de solidarité, mais qui ne se tournent plus uniquement vers l'Etat pour trouver de solutions.*

### **1. Le sentiment que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels est en chute libre... mais dans un contexte particulier**

Depuis la mise en place de cet Observatoire en 2016, certains indicateurs fondamentaux étaient relativement stables et en décalage avec l'image régulièrement renvoyée par de nombreux essayistes et médias. Ils illustraient l'intérêt porté par les Français à l'intérêt général, tout en soulignant le sentiment d'une trop faible préoccupation dans la société.

Loin des clichés sur un pays devenu individualiste ou prétendument caractérisé par les tensions entre blocs, ils marquaient une difficulté entre une véritable volonté de s'impliquer et la complexité à trouver les modalités de cette implication. Dit autrement, ces résultats mettaient en avant l'atomisation d'individus pourtant soucieux de faire corps.

Cette année, la tendance globale demeure mais la forte baisse de deux indicateurs notables nous alerte sur certaines évolutions.

Ainsi, la volonté de s'impliquer dans des actions utiles pour l'intérêt général perd 7 points, même si elle demeure très majoritaire dans l'opinion (66 %). L'une des explications envisageable est le fait que les Français estimant que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels perd 14 points en 1 an ! Ils ne sont plus que 43 % à le penser contre 52 % qui déclarent le contraire.

S'agit-il d'une baisse qui se poursuivra dans les années à venir ou d'un effet conjoncturel lié à la concomitance de cette enquête avec les mouvements sociaux de décembre ? Il est bien entendu trop tôt pour répondre mais l'analyse des questions suivantes montre toutefois un double-mouvement de fond : les Français craignent que l'Etat se désengage de certaines de ses missions liées à l'intérêt général. Mais parallèlement, ces actions ne doivent plus être cantonnées à lui.

## **2. L'entreprise est très légitime pour se préoccuper d'intérêt général... mais principalement sur des sujets qui la concernent directement**

Ainsi, 82 % des Français estiment que se préoccuper de l'intérêt général fait partie du rôle d'une entreprise. Et 60 % vont jusqu'à affirmer que dans les années à venir, les entreprises devraient davantage intervenir sur des sujets liés à l'intérêt général.

Toutefois, le scepticisme demeure sur la compatibilité entre intérêt des entreprises et intérêt général. Et les catégories populaires se montrent encore plus perplexes sur ce sujet.

Mais il est important de noter que les taux ne permettent pas de parler de méfiance généralisée à l'égard des entreprises, comme trop souvent énoncé.

La question qui se pose ensuite vise à savoir sur quels sujets concrets liés à l'intérêt général les entreprises seraient perçues comme les plus légitimes. Il est intéressant de noter que ces sujets sont avant tout ceux qui sont directement liés à la qualité de vie au travail, puis à l'emploi. Ainsi, cette légitimité semble avant tout reposer sur le fait de se préoccuper d'abord de l'intérêt général « dans sa propre maison » avant d'intervenir sur des sujets plus généraux. Même si les sujets liés à l'environnement et à la parité hommes-femmes semblent pouvoir être intégrés à ces préoccupations.

## **3. La raison d'être : un sujet encore nouveau dans l'opinion**

La question de la raison d'être soulève de nombreux débats dans le monde des entreprises mais demeure encore peu connue dans l'opinion publique. Ainsi, seuls 19 % des Français en avaient entendu parler (avec une nette surreprésentation des 18-24 ans). Nombreux sont encore ceux qui estiment qu'il ne s'agit que d'un habillage : 45 % des personnes en ayant entendu parler). Ce qui montre bien qu'en plus de la nécessité d'intégrer cette raison d'être dans un véritable cadre stratégique pour qu'elle ne devienne pas une coquille vide, il sera fondamental de faire la pédagogie des actions concrètes qui en découleront !

### 4. Des doutes concernant l'efficacité du système de solidarité

Le système de protection sociale fait partie du socle de l'identité française (le modèle social est de très loin en tête des propositions destinées à identifier ce qui est le plus important dans le fait d'être Français).

Pour autant, dans le contexte du mouvement social de fin 2019, les Français se montraient plus sceptiques sur le caractère « juste » des principes de solidarité liés à la retraite, voire même à la prévoyance. Il est vrai que les affirmations les plus fantaisistes n'ont cessé d'être relayées, tandis que se développait la crainte d'une évolution vers un système moins redistributif.

Concernant la santé, une majorité (60 %) évoque des principes justes, mais le socle est friable car finalement, ce système est plus souvent commenté que compris.

Plus inquiétant, les Français qui le jugent efficaces sont aujourd'hui moins nombreux (44 %) que ceux qui pensent qu'il ne l'est pas (50 %). Sur ce point précis, le fait de vivre dans une plus petite commune ou en milieu rural fait basculer les perceptions vers une conception plus négative.

Arnaud Zegierman

*Sociologue*

*Cofondateur de Viavoice*

# VIAVOICE

## Infographie



des Français pensent que l'intérêt général n'est pas suffisamment pris en compte dans la société actuelle



**MAIS 52 %** (+ 14 pts)  
des Français pensent que l'intérêt général n'est pas compatible avec les intérêts individuels



### Qui pour agir ?

Les citoyens

40 %



Les partenaires sociaux

40 %



Puis ensuite  
Les entreprises

25 %



### Le rôle des entreprises

82%



des Français pensent que l'intérêt général doit faire partie du rôle des entreprises

Dans les années à venir, les entreprises devraient **davantage intervenir** sur des sujet liés à l'intérêt général



### La raison d'être : un sujet peu connu

19 %

des Français ont déjà entendu parler de la raison d'être des entreprises



Parmi eux, 45 %

pensent que c'est un habillage pour améliorer l'image de l'entreprise

### Les Français partagés sur l'organisation de la solidarité

44 %

Le système de solidarité est efficace



50 %

Le système de solidarité n'est pas efficace

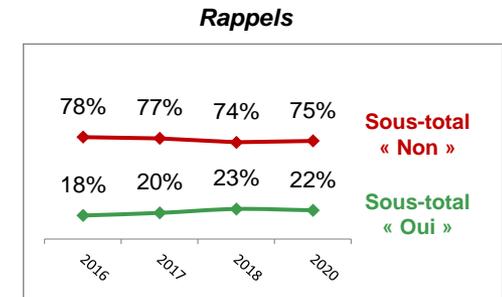
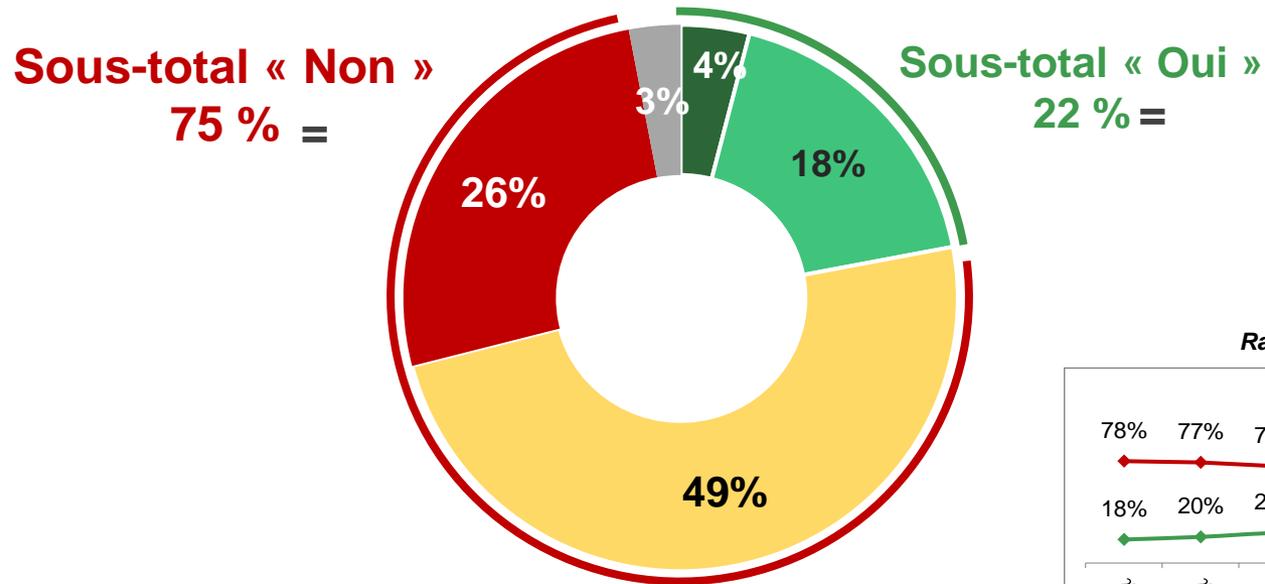
## I. Questions transversales

## La prise en compte de l'intérêt général dans la société

Pensez-vous que l'intérêt général est suffisamment pris en compte dans la société actuelle ?

Base : Ensemble (1000 personnes)

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse



- 3 Français sur 4 estiment que l'intérêt général n'est pas suffisamment pris en compte dans la société actuelle. Un résultat stable.

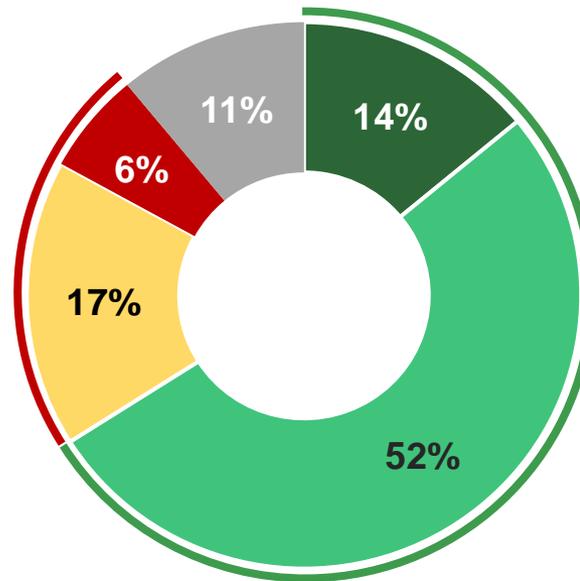
## Le souhait d'implication pour des actions liées à l'intérêt général

Souhaiteriez-vous être davantage impliqué sur des actions susceptibles d'être utiles pour l'intérêt général ?

Base : Ensemble (1000 personnes)

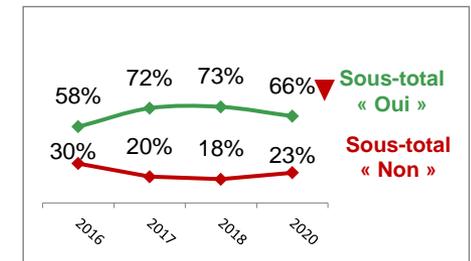
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

**Sous-total « Non »**  
**23 % (+5)**



**Sous-total « Oui »**  
**66 % ▼ (-7pts)**  
 • CSP + : 74 %

### Rappels



- Deux tiers des Français souhaiteraient être davantage impliqués dans des actions en faveur de l'intérêt général.
- Un score en baisse de 7points par rapport à 2018.

## Perception sur la compatibilité entre intérêt général et intérêts individuels

**Avez-vous le sentiment que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels ?**

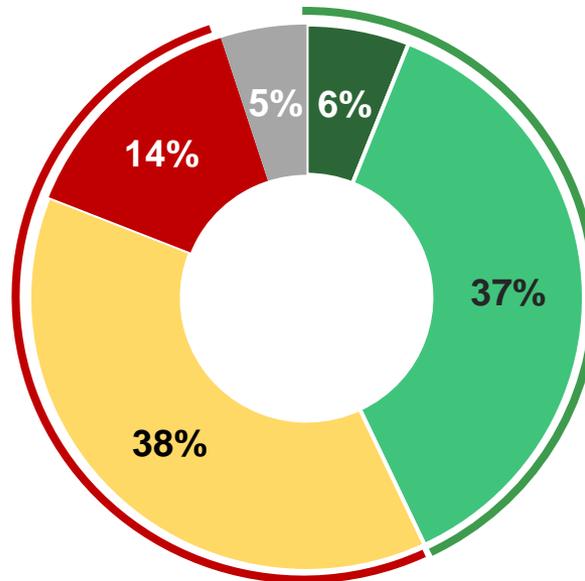
Base : Ensemble (1000 personnes)

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

Résultats juillet 2020	
Total Oui	52% (+9)
Total Non	40%
NSP / non réponse	8%

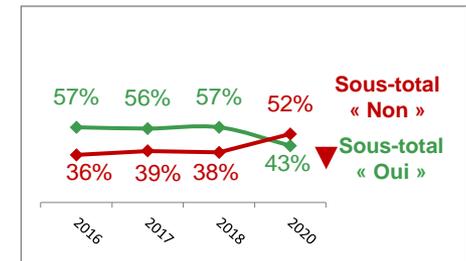
**Sous-total « Non »**  
**52 % (+14 pts)**

- 50-64 ans : 57 %
- CSP - : 55 %



**Sous-total « Oui »**  
**43 % ▼ (-14 pts)**

### Rappels



- La moitié des Français pense que l'intérêt général n'est pas compatible avec les intérêts individuels, un score en nette augmentation depuis 2018 (+14 pts).
- Un score particulièrement important chez les 50-64 ans et les employés/ouvriers.

## Perception sur la compatibilité entre intérêt général et intérêts individuels

Avez-vous le sentiment que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels ?

Base : Ensemble (1000 personnes)

Sous-total  
« Oui »

	Total	Homme	Femme	18 - 24 ans	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Inactifs
2018	57 %	60 %	54 %	60 %	55 %	59 %	56 %	55 %	62 %	51 %	57 %
2019	43 % ▼	48 % (-12 pts)	40 % (-14 pts)	49 % (-11 pts)	41 % (-14 pts)	41 % (-18 pts)	41 % (-15 pts)	48 % (-7 pts)	45 % (-17 pts)	40 % (-11 pts)	45 % (-12 pts)

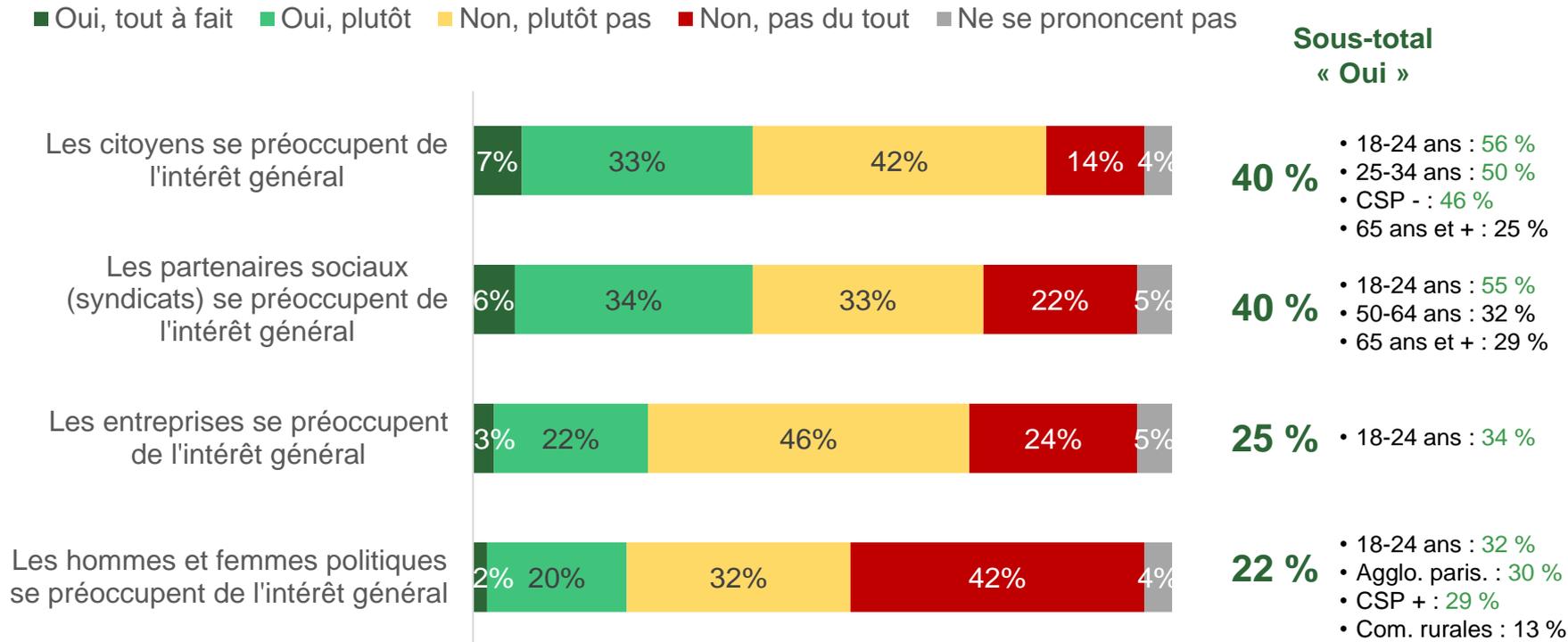
Sous-total  
« Oui »

	Total	Région Parisienne	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est	Rural	2 000 à 20 000 hab.	20 000 à 100 000 hab.	Plus de 100 000 hab.	Agglo. Paris
2018	57 %	63 %	53 %	53 %	59 %	58 %	49 %	55 %	63 %	57 %	63 %
2019	43 % ▼	45 % (-18 pts)	44 % (-9 pts)	42 % (-11 pts)	54 % (-5 pts)	38 % (-20 pts)	43 % (-6 pts)	40 % (-15 pts)	39 % (-24 pts)	47 % (-10 pts)	47 % (-16 pts)

## Les acteurs de l'intérêt général

### Avez-vous le sentiment qu'en France...?

Base : Ensemble (1000 personnes)



- Dans un contexte de défiance systématique (aucune proposition ne recueille des scores > à 40%), les Français estiment que ce sont les citoyens et les partenaires sociaux qui se préoccupent le plus de l'intérêt général.
- Il est intéressant de noter que les plus jeunes sont plus positifs concernant l'ensemble des items.

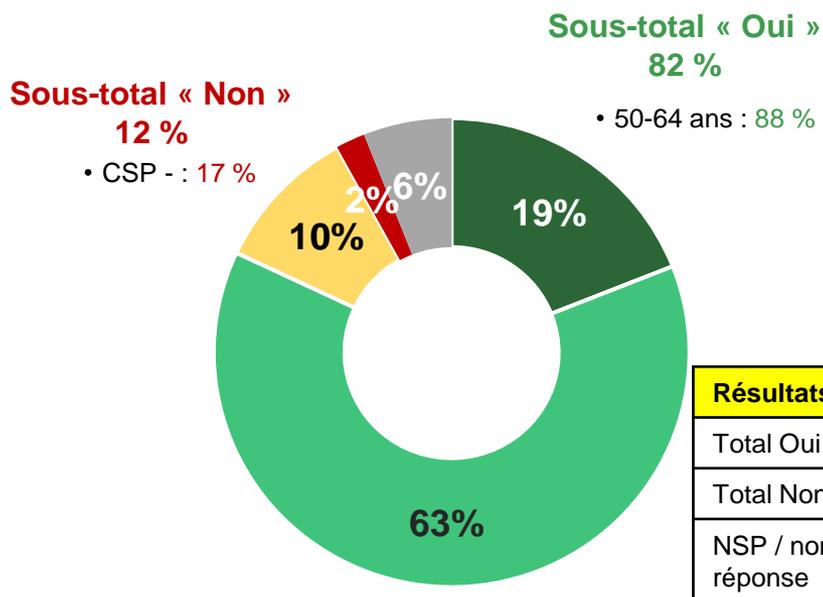
## **II. Le rôle des entreprises en termes d'intérêt général**

## Intérêt général : rôle de l'Etat ou des entreprises ?

**Selon vous, est-ce que se préoccuper de l'intérêt général doit faire partie du rôle d'une entreprise ?**

Base : Ensemble (1000 personnes)

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse



**RAPPEL 2018** : formulation différente.

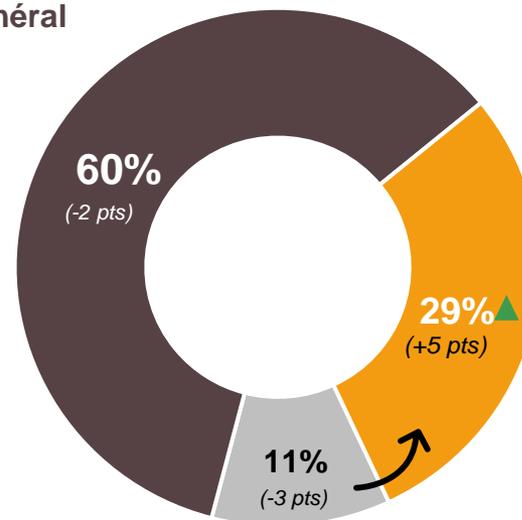
Selon vous, est-ce que se préoccuper de l'intérêt général doit faire partie du rôle d'une entreprise **privée** ?

Oui : 74%  
 Non : 17%  
 NPO : 9%

**Avec laquelle de ces deux affirmations êtes-vous le plus en accord :**

Base : Ensemble (1000 personnes)

**Dans les années à venir, en France, les entreprises devraient davantage intervenir sur des sujets liés à l'intérêt général**



**L'intérêt général relève avant tout de l'action publique (Etat, collectivités publiques), les entreprises n'ont pas de rôle majeur à jouer sur ces thématiques**

Non réponse

- Non seulement une très nette majorité de Français estime que cela fait partie du rôle d'une entreprise de se préoccuper de l'intérêt général, mais un renforcement de cette logique est même attendu puisque 6 personnes sur 10 déclarent que les entreprises devraient même davantage intervenir sur ces sujets dans les années à venir.

## Perception sur la compatibilité entre intérêt général et intérêts des entreprises

**Avez-vous le sentiment que l'intérêt général est compatible avec les intérêts des entreprises ?**

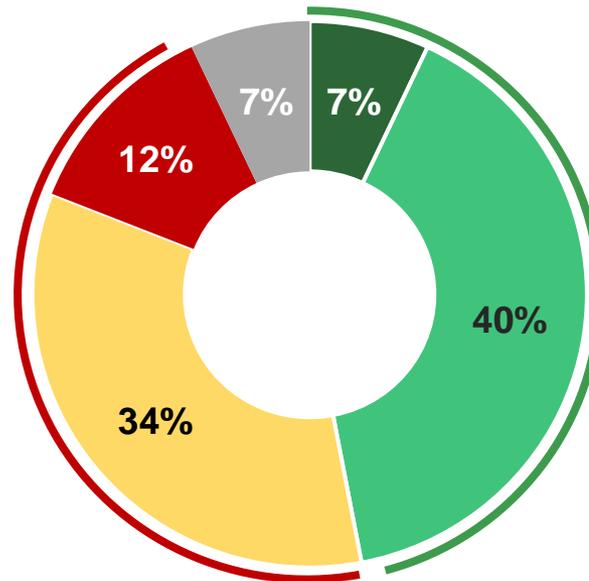
Base : Ensemble (1000 personnes)

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

**Sous-total « Non »**

**46 % =**

• CSP - : 53 %

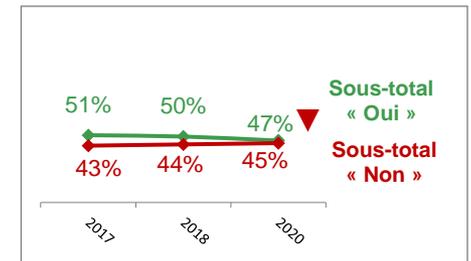


**Sous-total « Oui »**

**47 % ▼ (-3 pts)**

• 65 ans et plus : 56 %

**Rappels**

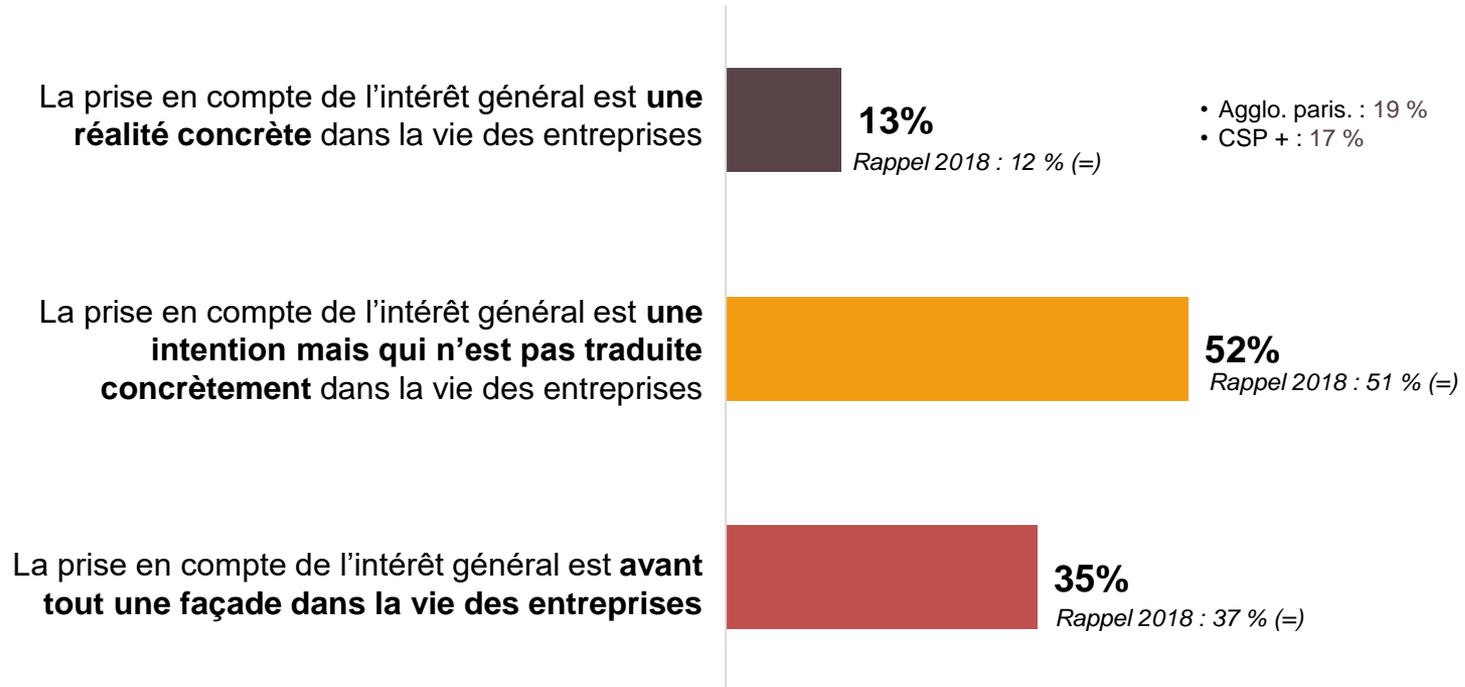


- Un indicateur en très légère baisse.

## La prise en compte de l'intérêt général par les entreprises

Parmi ces trois affirmations, laquelle vous paraît être la plus proche de ce que vous pensez :

Base : Ensemble (1000 personnes)

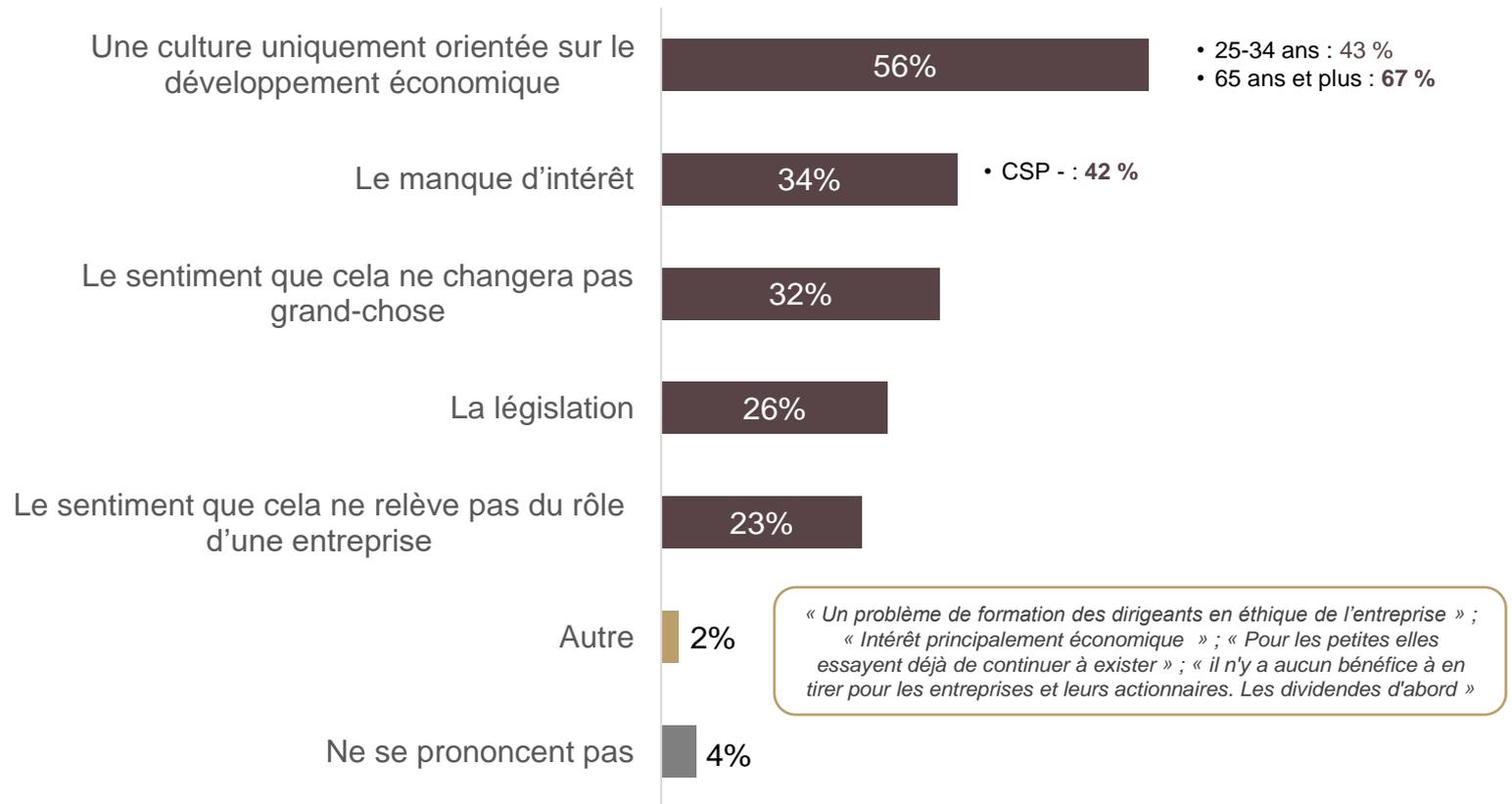


## Frein à l'engagement des entreprises pour l'intérêt général

**A votre avis, parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui freinent le plus l'engagement des entreprises en faveur de l'intérêt général ?**

Base : Ensemble (1000 personnes)

Deux réponses possibles, total supérieur à 100 %

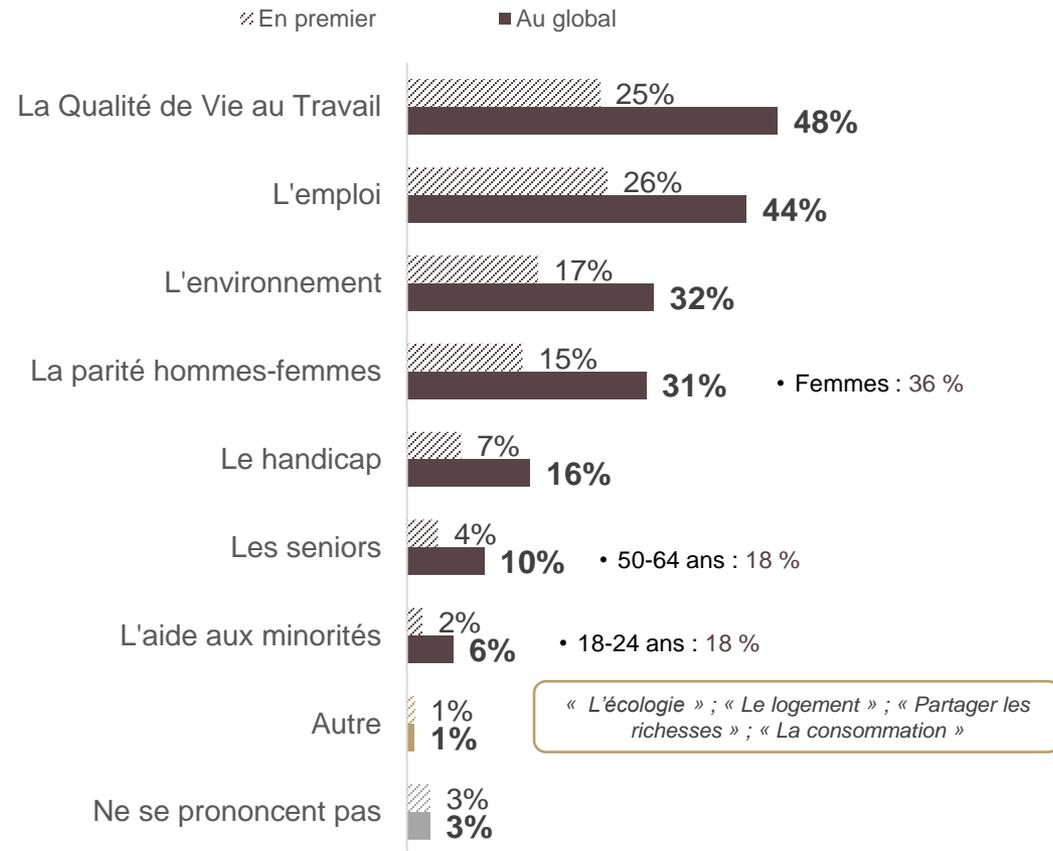


## Rôle des entreprises pour l'intérêt général

Et plus précisément, sur quels sujets pensez-vous que les entreprises seraient le plus légitimes pour intervenir :

Base : Ensemble (1000 personnes)

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100 %

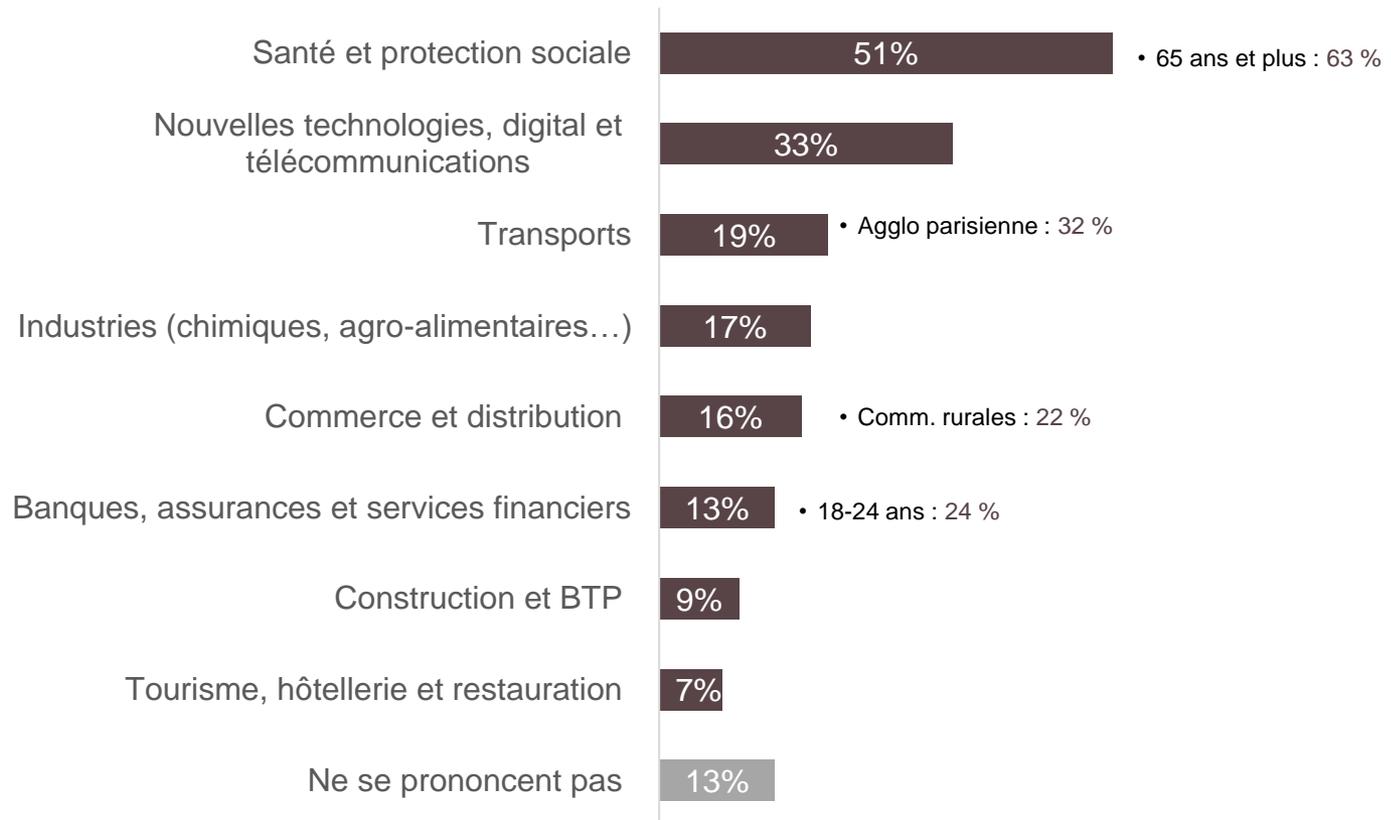


## Secteurs qui ont un rôle dans l'intérêt général

**Dans les années à venir quels sont les secteurs qui, selon vous, joueront un rôle important en faveur de l'intérêt général ?**

Base : Ensemble (1000 personnes)

Deux réponses possibles, total supérieur à 100 %



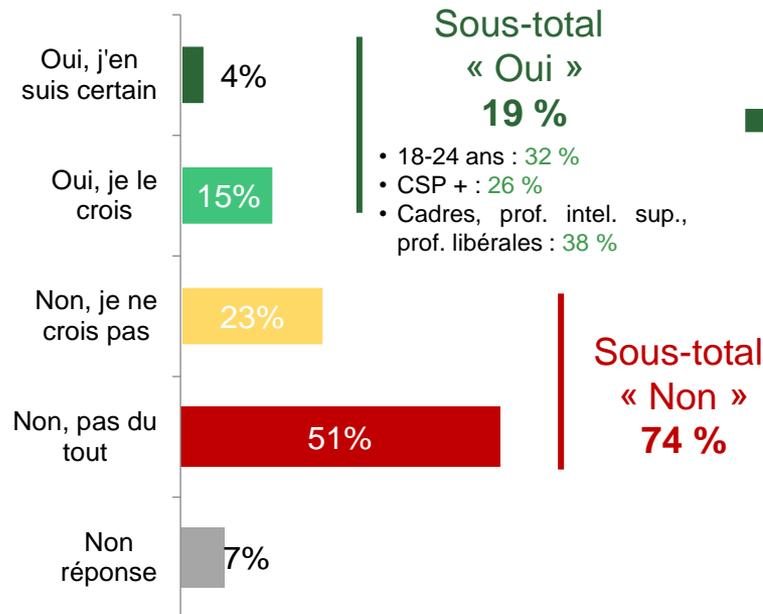
### III. Questions d'actualité

## « Raison d'être » dans l'entreprise

Les entreprises peuvent désormais intégrer dans leurs statuts « **une raison d'être** », c'est à dire un projet de long terme, une finalité, une utilité, dans laquelle l'entreprise s'inscrit.

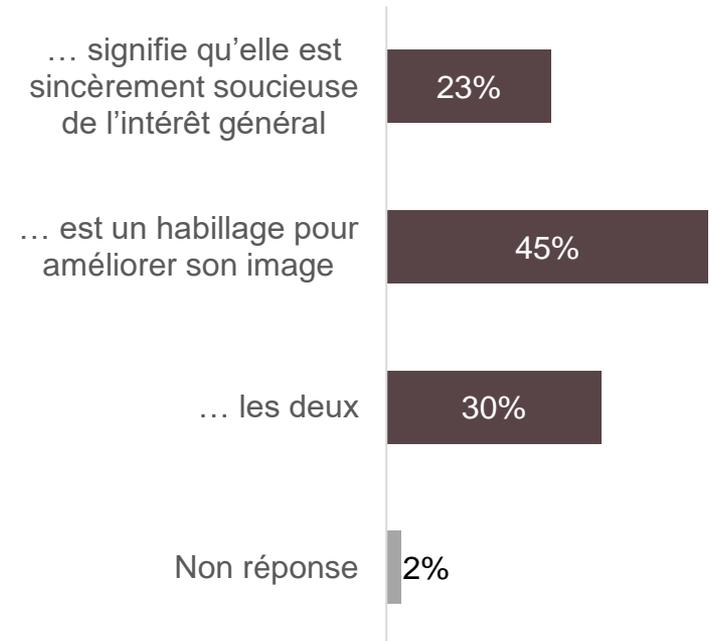
**En aviez-vous déjà entendu parler ?**

Base : Ensemble (1000 personnes)



**Selon vous, la possibilité pour une entreprise de se doter de cette raison d'être, c'est-à-dire d'une ambition d'intérêt général ...**

Base : à ceux qui ont entendu parler du statut « une raison d'être » (186 personnes)



## Intégration de la « raison d'être » dans les statuts de l'entreprise

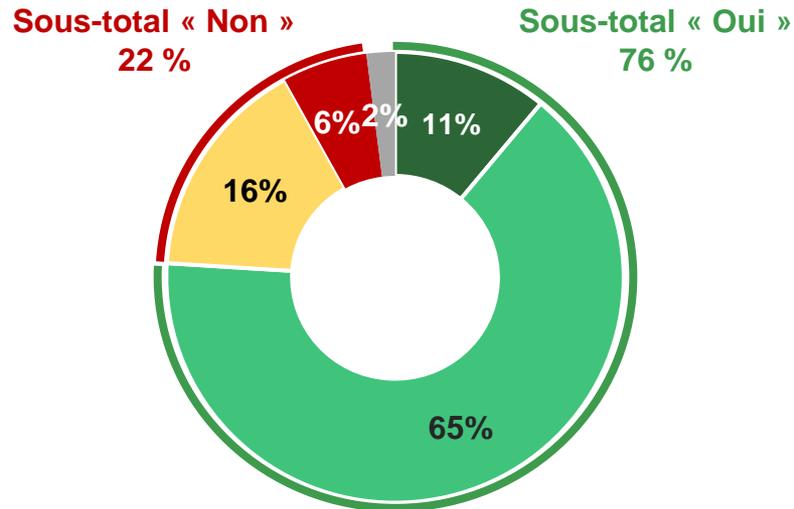
Et pensez-vous que la possibilité d'intégrer cette « raison d'être » dans les statuts de certaines entreprises sera efficace pour œuvrer en faveur de l'intérêt général ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

Base : à ceux qui ont entendu parler du statut « une raison d'être » (186 personnes)



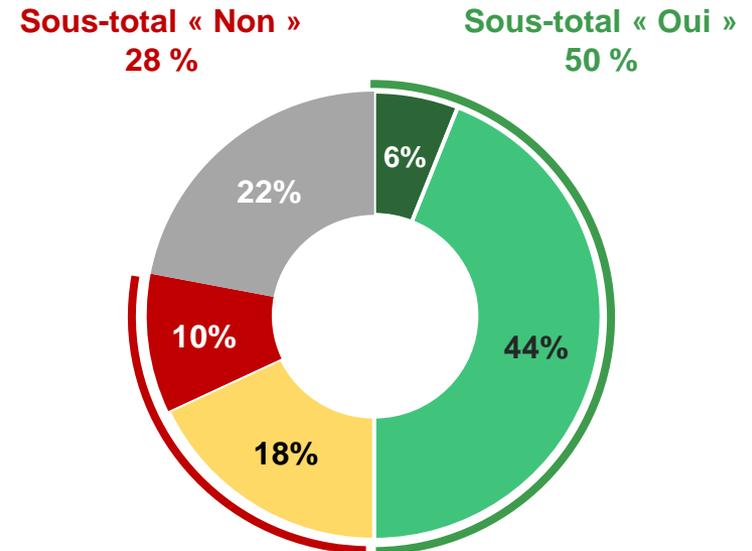
A ceux qui ont entendu parler du statut « une raison d'être » (19 %)



Base : Ensemble (1000 personnes)



A tous



## **IV. L'organisation de la solidarité en France**

## Le système de solidarité en France (1/2)

**Diriez-vous que le système de solidarité en France est basé sur des principes qui vous semblent justes concernant...**

Base : Ensemble (1000 personnes)

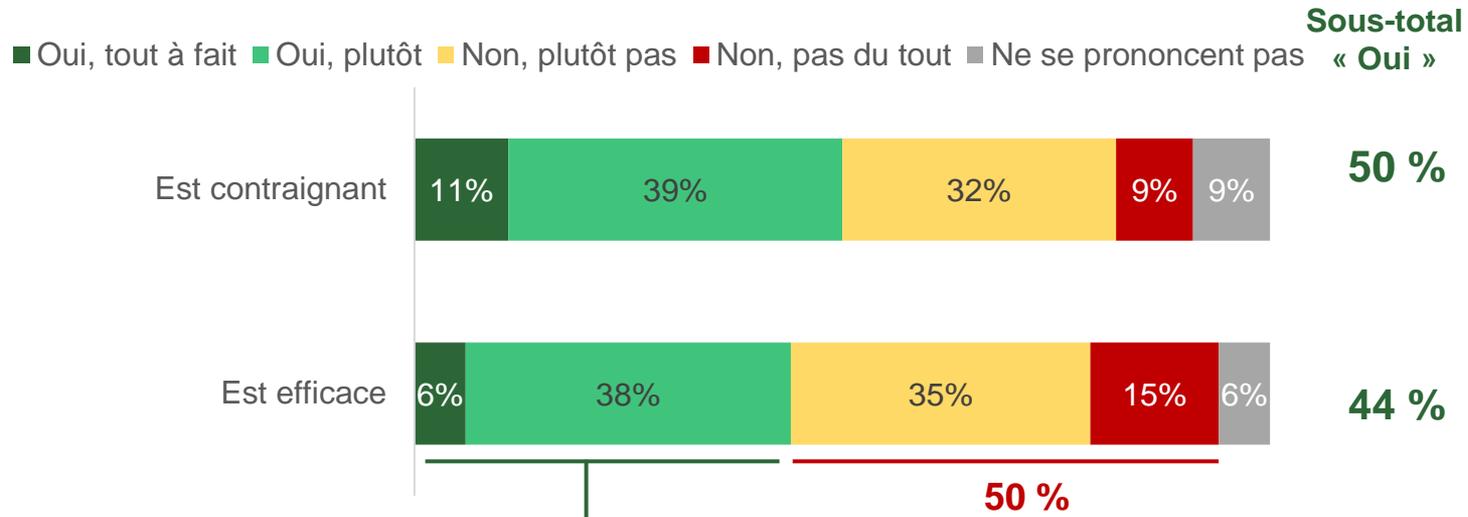
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Ne se prononcent pas



## Le système de solidarité en France (2/2)

### Et diriez-vous que le système de solidarité en France ...

Base : Ensemble (1000 personnes)



**Sous total « Oui » : 44 %**

- Hommes : **52 %**
- 18 - 24 ans : **50 %**
- 25 - 34 ans : **41 %**
- 35 - 49 ans : **42 %**
- 50 - 64 ans : **42 %**
- 65 ans et plus : **46 %**
- CSP + : **50 %**
- Il vaut mieux vivre en France aujourd'hui plutôt qu'à l'époque de vos parents : **62 %**
- Communes rurales : **34 %**
- 2 000 à 19 999 habitants : **39 %**
- 20 000 à 100 000 hab et plus : **46 %**
- Agglo. Parisienne : **56 %**

## Rôles des complémentaires santé et mutuelles dans l'intérêt général

**De quelle manière les complémentaires santé et mutuelles pourraient-elles selon vous jouer un rôle dans l'intérêt général ?**

Base : Ensemble (1000 personnes)

Question ouverte, total supérieur à 100 %

4 % Autres

32 % Ne se prononcent pas

24 %

**En modifiant leur politique tarifaire : baisse des cotisations, prix en fonction de la situation de chacun (actifs, seniors) ou égalité des tarifs**

« Baisser leurs tarifs qui deviennent de plus en plus chers. » ; « Être accessible à tous » ; « Prendre plus en considération le revenu des actifs » ; « Arrêter d'augmenter les cotisations alors que les remboursements n'évoluent guère »

16 %

**Une meilleure couverture des frais médicaux : remboursements plus larges ou remboursements « utiles »**

« Mieux rembourser les dépenses indispensables » ; « En remboursant les consultations de médecine alternative » ; « Prendre en charge tout type de soin réellement utile : dent, ouïe, vue, ostéo, psycho... » ; « Une meilleure prise en charge »

10 %

**Investir dans l'intérêt général : dans le domaine de la santé (faciliter l'accès aux soins, la prévention des maladies) et dans d'autres projets d'intérêt général**

« Permettre à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à des soins de qualité » ; « En ayant leur propre centre de santé » ; « Favoriser la prévention passer des accords avec les structures de santé pour améliorer la prise en charge, la qualité des soins et contenir les coûts » ; « En permettant à tout le monde d'accéder aux soins » ; « Plus d'implication dans le local et les associations »

7 %

**Une écoute et une aide plus adaptées en fonction des profils senior, salariés, demandeurs d'emploi...**

« Aider les personnes » ; « Dans l'amélioration des services à la personne par exemple, aider davantage les retraités seuls » ; « Mieux informer les patients » ; « Rôle de conseil et prévention dans les habitudes de vie »

5 %

**Changer leur fonctionnement (interne, relation avec la sécurité sociale)**

« Economiser en contrôlant plus les abus concernant les prises en charge des cures thermales et des arrêts maladies non justifiés » ; « Augmenter leur tarif afin de mieux rembourser pour soulager le déficit de la sécurité sociale » ; « Ne plus exister qu'i y ait une union de la sécurité sociale » ; « Rendre plus faciles les comparaisons des garanties et prix entre mutuelles et complémentaires »

4 %

**Limiter le bénéfice des mutuelles et la concurrence entre elles (système universel)** « Réduction du nombre des mutuelles. Mettre en place un système universel ..Concurrence entre elles à bannir » ; « En redevenant des mutuelles où le profit est totalement exclu » ; « L'intérêt des personnes plus que l'ordre financier » ; « Il faudrait qu'elles soient moins à la recherche de la rentabilité financière »

3 %

**Les mutuelles ne peuvent pas agir**

« Aucun on doit revenir au 100% sécurité sociale » ; « Aucune action de leur part » ; « Ca n'est pas leurs rôles »

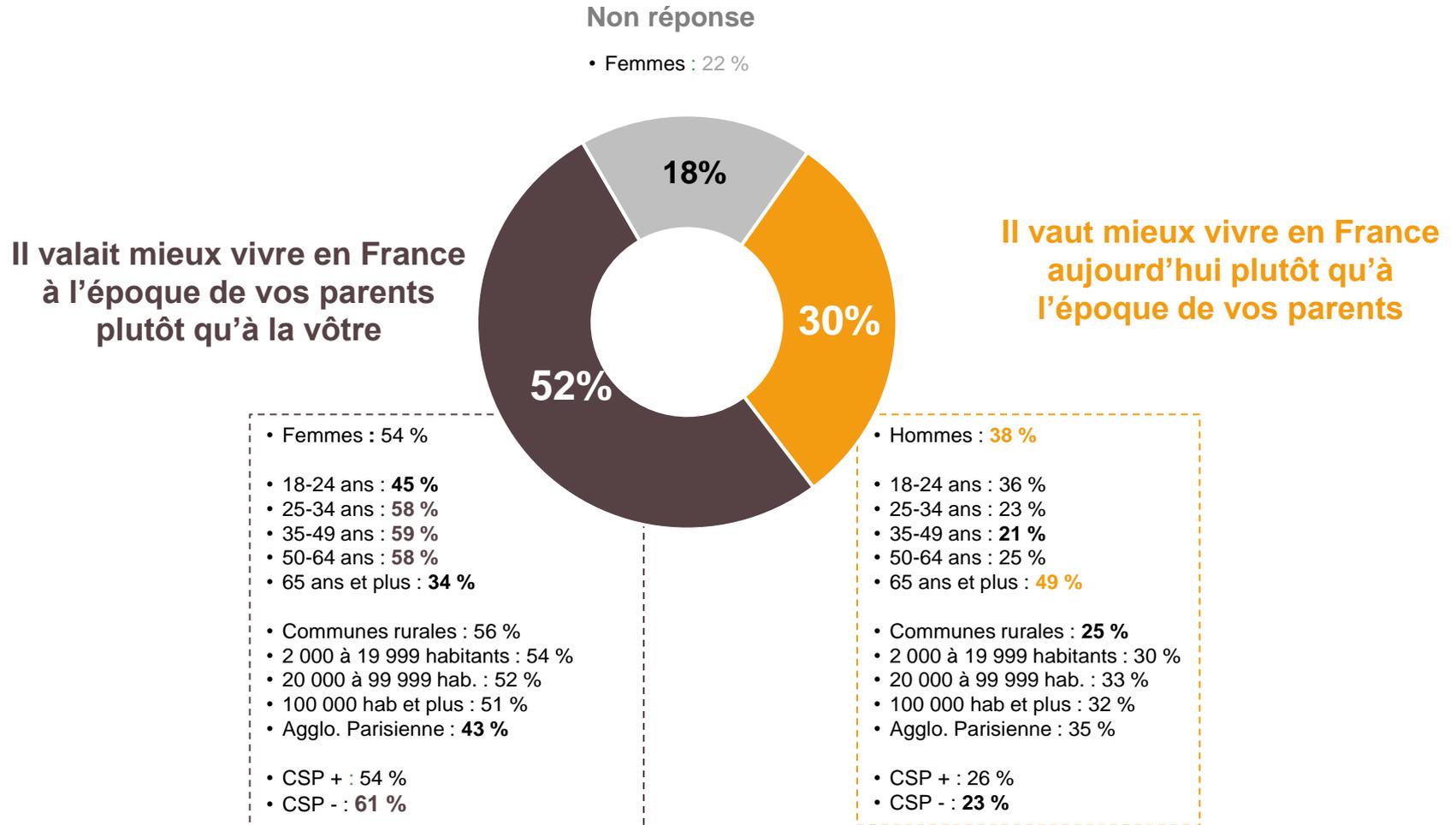
1 %

**Elles jouent déjà un rôle** « Elle le font déjà »

## Perceptions sur l'époque contemporaine

Avec laquelle de ces affirmations êtes-vous le plus d'accord :

Base : Ensemble (1000 personnes)



# VIAVOICE



**Études conseil stratégie  
pour l'avenir des entreprises et des institutions  
Paris - Londres - Casablanca**

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour  
HEC, Idinvest Partners, Harmonie Mutuelle, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos* et France Inter  
sont consultables sur [www.institut-viavoice.com](http://www.institut-viavoice.com)

9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.